

Sous les paillettes la rage? Petite histoire de l'Eurovision en Europe de l'Est

Description

À la fois lieu de construction de l'identité nationale et de prolongements des conflits, le concours Eurovision de la Chanson a prouvé au cours de ces vingt dernières années qu'en tant qu'événement apolitique, il n'avait rien à envier aux Jeux Olympiques.

« Ringard », « kitschissime », d'un « vide abyssal » et d'une « qualité musicale plus que médiocre », il semble que « nul » soit un mot encore trop positif dans les médias français pour qualifier le festival de l'« européennement correct » que se veut le Concours Eurovision de la Chanson. Si seuls le rejet et la condescendance semblent à même de caractériser la relation de la France et des Français à l'égard de ce concours qu'ils perdent chaque année, cette morosité est pourtant loin d'être partagée. L'enthousiasme semble en effet grimper à mesure que l'on progresse à l'Est, où il est bon de rappeler que, des champs de bataille aux coulisses d'un concours de chant, il peut n'y avoir qu'un pas.



Un redoutable outil de *soft-power*

Raillée, copiée mais jamais égalée, l'Eurovision est véritablement unique en son genre, tant en termes d'ancienneté que de diffusion. L'Union soviétique elle-même avait créé son *Intervision* entre républiques socialistes, au succès plus contrasté, et Mikhaïl Gorbatchev avait songé à inscrire l'URSS à l'Eurovision en 1986. Qui aurait pu prévoir une carrière aussi longue à un programme télévisé musical créé en 1956 dans le but de rapprocher des Européens traumatisés par la Seconde Guerre mondiale ? Le secret de sa longévité semble justement reposer dans le dynamisme insufflé par les nouveaux venus dans la compétition.

L'effondrement du bloc socialiste, la dissolution de l'URSS et l'éclatement de la Yougoslavie ont ainsi pour corollaire commun et pour le moins étonnant d'avoir fait exploser le nombre de participants au Concours Eurovision de la Chanson. Ainsi, 65 ans après sa première édition, l'Union européenne de radio-télévision (UER, organisme fondateur du concours) compte près de 115 membres. La finale est quant à elle limitée à 42 participants dûment sélectionnés. Excepté celles d'Asie centrale, toutes les ex-républiques soviétiques en sont membres, de même que l'ensemble des États balkaniques et des anciens du bloc de l'Est, soit pas moins de vingt-trois pays dont les entrées s'échelonnent de 1993 à 2008. Si, pour certains d'entre eux, l'urgence à entrer dans l'OTAN ou l'Union européenne s'entendait dès 1991, celle à rejoindre le concours – un peu moins : la délégation bosnienne prend tout de même le risque de quitter Sarajevo sous une pluie de balles serbes pour participer à l'édition 1993...

L'Eurovision est une plateforme de visibilité inédite pour bon nombre de ces États qui ont passé les quarante – voire plus – années précédentes sous domination étrangère. Outre celle d'exister enfin par

eux-mêmes, cette scène leur offre l'occasion d'exprimer et de revendiquer langue, histoire et particularismes proprement nationaux. Et, pour bon nombre d'entre eux, l'Eurovision est aussi la porte de l'Union européenne. En être est l'occasion d'afficher son ouverture et, en particulier, son détachement vis-à-vis de la Russie. Les Baltes sont assez exemplaires de ce point de vue, se définissant par leurs votes et leurs performances de plus en plus comme des pays « du Nord », se rattachant volontiers au groupe scandinave. Si les premières chansons défendues par les nouveaux pays masquent à peine leurs griefs à l'égard de Moscou, la stratégie s'affine : chants en anglais et mises en scène standardisées, conformes au format du concours.

Les années 2000 sont assez significatives, avec l'enchaînement des victoires de l'Estonie (2001), de la Lettonie (2002), de l'Ukraine (2004), de la Serbie (2007), puis de la Russie (2008).

Si tout compte lors de la prestation, le vote n'est pour autant jamais un acte de pure neutralité artistique. La victoire de la Serbie est ainsi, pour beaucoup de participants occidentaux, un flagrant délit de bon voisinage. L'afflux de participants venus de l'Est induira une réforme du système en 2009, pondérant les votes du public par ceux de jurys nationaux. Et si le concours reste aussi accrocheur malgré des faiblesses et des lourdeurs musicales parfois patentées, c'est peut-être justement parce que cette compétition, officiellement résolument apolitique, pousse dans leurs retranchements les plus fins stratèges de la provocation.

Douze ans d'activisme arménien sur scène

Récemment à la une de l'actualité, le [conflit au Haut-Karabagh s'est ainsi invité à de nombreuses reprises sur la scène de l'Eurovision](#). L'Arménie a rejoint le concours en 2006, l'Azerbaïdjan en 2008. Le premier esclandre est provoqué par l'Arménie lors de l'édition moscovite de 2009 : une présentation d'une minute précède toujours le passage de l'artiste, occasion d'établir la carte postale la plus idyllique, souriante et progressiste du pays. Intitulée « *Nous sommes nos montagnes* », celle-ci comprenait un monument situé à Stepanakert, capitale de l'État autoproclamé et objet du litige. À la demande d'un Azerbaïdjan outré, l'image a été retirée du montage final. Mais qu'à cela ne tienne, elle sera rajoutée en fond derrière la présentatrice arménienne ainsi que sur le pupitre ostensiblement montré à la lecture des résultats !

En 2016, la chanteuse arménienne Iveta Mukuchyan agite un drapeau du Haut-Karabagh face caméra lors du palmarès de la première demi-finale, provoquant évidemment l'ire de l'Azerbaïdjan. L'Arménie écopera d'une amende de la part de l'UER pour avoir brisé le [règlement qui venait justement d'être mis à jour](#), le drapeau du Haut-Karabagh faisant partie des neuf « emblèmes régionaux » interdits dans l'enceinte de la salle, aux côtés de ceux du Kosovo, de la Crimée, de la Transnistrie, de la république de Donetsk, de l'EI ou de la Palestine notamment. La polémique se poursuit jusqu'à aujourd'hui, avec un recours de l'Azerbaïdjan contre l'UER pour n'avoir pas inclus le territoire du Haut-Karabagh dans la carte affichée au moment d'annoncer son vote en 2019.

Les tensions se poursuivent hors-champ, comme en 2009 lorsque des enquêtes sont lancées par la Télévision publique azerbaïdjanaise (?TV) contre des citoyens du pays qui auraient voté pour l'Arménie. Dénoncée par cette dernière, [?TV](#) sera sanctionnée par l'UER et l'enquête abandonnée. L'édition 2012 est organisée à Bakou en grande pompe et, contre toute attente, l'Azerbaïdjan entreprend une politique d'assouplissement des visas autorisant pour la première fois l'entrée sur son territoire aux Arméniens. Mais la délégation arménienne annule sa venue à quelques semaines de la compétition, arguant de l'absence de garanties de sécurité. L'Arménie écopera, elle aussi, d'une

pénalité de la part de l'UER.

Un autre contentieux majeur concerne la non-reconnaissance du génocide arménien. L'édition 2015 est ainsi l'occasion toute trouvée pour l'Arménie d'en commémorer le centenaire à travers une chanson dont le titre a le mérite d'être clair : *Don't Deny*. Trop clair d'ailleurs pour ne pas échapper au radar apolitique de l'UER qui exige qu'il soit modifié sous peine de disqualification. Avec le plus imagé *Facing Shadows*, le groupe, constitué d'Arméniens de la diaspora, a donc pu concourir tout en conservant les paroles de son morceau. La réaction azerbaïdjanaise ne s'est pas fait attendre, mais rien de ce qui est fait par l'UER ne peut être défait : la plainte est restée sans suite. En boycott de l'Eurovision depuis 2013, la Turquie n'était cette fois pas en première ligne, bien que largement visée. Néanmoins, en film introductif de l'édition 2015, sur le thème « *Building bridges* », un Turc adresse à un Arménien un avion de papier sur lequel est écrit, en turc : « *Amis pour toujours.* »

Le concours peut également réserver de vraies surprises : la Turquie a ainsi attribué 12 points (la note maximale) à l'Arménie en 2009. L'inverse ne s'est jamais produit.

Le bras de fer Russie-Ukraine

Suivant les tensions croissantes entre les deux pays, les provocations musicales sont, elles aussi, allées crescendo au fil des années. Tout commence [lors de l'édition 2005](#) qui se tient en Ukraine après la victoire retentissante de Ruslana, un an auparavant. Le concours est organisé dans le sillage de la « révolution orange », ce que la télévision publique ukrainienne se chargera de rappeler : les organisateurs portent tous des rubans orange et, surtout, la chanson retenue est *Razom nas bagato* (Ensemble nous sommes plus forts), à savoir l'hymne non-officiel de la Révolution, réécrit pour correspondre aux standards du concours et chanté en ukrainien, anglais et russe. En face, la Russie est défendue par *Nobody hurt no one*, une critique de l'Amérique plongée dans les fusillades universitaires. Un message à l'égard de l'occidentalisation de la société ukrainienne ? Nul ne le sait...

La situation est restée courtoise jusqu'en 2014. Les sanctions ne l'empêchant pas de se présenter à l'Eurovision comme chaque année, la Russie y envoie les jumelles Tolmatchevy. Leur prestation, comme celle de leur consœur Polina Gagarina un an après, est ponctuée de huées du début jusqu'à la fin, à tel point que l'UER doit redoubler d'ingéniosité pour les masquer. Cela n'empêchera pas P. Gagarina de terminer 2^{ème} en 2015, édition à laquelle l'Ukraine ne participe pas, pour des raisons financières et intérieures évidentes. Mais elle fourbit ses armes.

Elle frappe fort lors de l'édition 2016, définitivement celle de tous les dangers, avec une chanson qui arrive à combiner grandes envolées lyriques dans les canons du concours et message politique bien senti. Encore une fois, la très tranquille vigilance à cet égard de l'UER n'a exigé qu'un changement de titre : *Our Crimea* devient alors *1944* et se qualifie pour la finale, devenant même grande favorite. La chanteuse Jamala s'y inspire des souvenirs de sa grand-mère, Tatare de Crimée, déportée par décret stalinien avec sa famille en 1944. Pour couronner le tout, alors que la chanson est en anglais, le refrain, lui, est en tatar. Quand on sait que de tous les peuples punis, les Tatars de Crimée sont les seuls à n'avoir jamais été collectivement réhabilités par le gouvernement soviétique et que la russification actuelle en Crimée tend, entre autres, à effacer les langues ukrainienne et tatare de l'espace public, on comprend que tous les ingrédients sont réunis pour que le message passe. La victoire de Jamala, obtenue suite à une nouvelle réforme des votes redonnant un large rôle au public et au suspense, est d'autant plus grande que la Russie avait récolté le plus de voix parmi les téléspectateurs.

Et ce qui devait arriver arriva : lors de l'édition 2017 à Kiev, la candidate russe est interdite d'entrée sur le territoire ukrainien, au motif qu'elle a effectué une tournée en Crimée en 2015. Un incident diplomatique de plus, auquel la Russie s'attendait puisqu'elle comptait visiblement sur le handicap de Youlia Samoïlova, en fauteuil roulant, pour infléchir l'opinion publique. L'UER a condamné l'Ukraine à une pénalité mais celle-ci a obtenu gain de cause : pas de Russie à l'Eurovision en 2017.

La très riche actualité politique dans l'espace post-soviétique s'illustrera-t-elle encore sur scène ? Réponse le 18 mai 2021.

Sources principales :

Cécile Lacroix-Lanoë, « [La géopolitique des votes à l'Eurovision – Analyse des votes de 2004 à 2014](#) », *Délit d'opinion*, mai 2015.

Laurent Leothier, « [Les pays de l'Est et la Russie sur la scène du Concours Eurovision de la Chanson](#) », 2015.

Vignette : Iveta Mukuchyan, au centre, et son équipe lors de la première demi-finale de l'édition 2016 ([capture d'écran](#)).

* Elizabeth LALLIER est étudiante en Master 2 Relations Internationales et langue russe à l'Inalco.



[Retour en haut de page](#)

date créée

22/02/2021

Champs de Méta

Auteur-article : Elizabeth LALLIER*